SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1898.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner les modifications à apporter au règle- ment du Sénat.

Présents : MM. DUPONT, Vice-Président ; AUDENT, CLAEYS BOUÛAERT
et VAN VRECKEM, Rapporteur.

MESSIEURS,

Dans la première séance de cette session, la Commission de la justice a été chargée de présenter un rapport sur les modifications à apporter à notre règlement en vue d'assurer l'exécution de la loi du 18 avril 1898, relative à l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles.

Cette loi renferme des dispositions si complètes en ce qui concerne la procédure parlementaire, qu'il semble que, pour s'y conformer dans l'application, il ne serait pas même nécessaire, à la rigueur, de prendre des mesures spéciales.

Néanmoins votre Commission estime que, pour faciliter les travaux du Sénat et mieux fixer certains points de procédure, le règlement, après qu'il aura tenu compte des dispositions de la loi nouvelle, pourrait encore être complété en deux points.

Aux termes de l'article 10 du règlement, les secrétaires doivent donner lecture des propositions et amendements. Comme il sera désormais indispensable que lecture soit faite des documents rédigés en flamand et qu'il se pourrait qu'aucun des secrétaires ne connût cette langue, nous avons l'honneur de vous proposer un article (10^{bis}) ainsi conçu :

A défaut de secrétaire connaissant le flamand, le président désigne un membre de l'assemblée pour donner communication au Sénat des documents rédigés en cette langue.

Une seconde question que vous voudrez sans doute résoudre par voie réglementaire est celle concernant la traduction des rapports et autres documents soumis au Sénat.

La loi est muette sur ce point. Le Sénat a évidemment le droit de faire traduire les rapports comme il a celui de faire traduire tous autres documents à sa convenance. Mais la traduction régulière de tous les rap-

ports qui sont présentés au Sénat, si elle n'est pas imposée par la loi, n'est pas non plus rendue nécessaire pour assurer l'application de la loi.

Dès lors il est préférable de ne pas innover. La reproduction en double texte de tous les rapports donnerait lieu à des dépenses considérables sans utilité réelle au point de vue législatif; bien plus, loin d'y trouver avantage, l'expédition régulière des affaires du Sénat pourrait n'y rencontrer souvent que de préjudiciables entraves.

Votre Commission estime donc qu'il y a lieu de maintenir la pratique actuelle en cette matière et, pour qu'il ne puisse y avoir de doute, elle propose de compléter l'article 51 par l'adjonction du paragraphe suivant :

Les rapports et autres documents présentés en un seul texte ne seront traduits que sur l'ordre exprès du Sénat.

Votre Commission se demande s'il y a lieu de s'occuper des « propositions de loi dont le Sénat a été saisi avant la mise en vigueur de la loi » sur l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles. »

La traduction de toutes les propositions de loi soumises aux délibérations des Chambres est sans nul doute obligatoire, mais comme il se pourrait que certaines de ces propositions déposées antérieurement fussent retirées par leurs auteurs, ne conviendrait-il pas d'attendre, pour en ordonner la traduction, que ces objets fussent remis à l'ordre du jour des travaux du Sénat?

Nous estimons que ce point, qui ne doit recevoir qu'une application momentanée, pourrait ne pas être tranché par une disposition réglementaire, mais qu'il suffira que le Sénat se mette d'accord pour décider que :

Les propositions de loi dont le Sénat a été saisi avant la mise à exécution de la loi sur l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles, seront traduites lorsque l'assemblée aura ordonné leur mise à l'ordre du jour.

Il va sans dire que s'il s'agit de projets de loi déjà votés par la Chambre en texte unique, ces projets adoptés en double texte par le Sénat devront nécessairement être renvoyés à la Chambre.

Telles sont, Messieurs, les seules mesures que, nous croyons devoir vous proposer en exécution de notre mandat. Si nous faisons entrer à leur place dans notre règlement les six premiers paragraphes de l'article 2 de la loi du 18 avril 1898, nous aurons ainsi satisfait au vœu de cette loi dont nous ne croyons pas inutile de reproduire ici les premiers articles :

ARTICLE PREMIER.

Les lois sont votées, sanctionnées, promulguées et publiées en langue française et en langue flamande.

ARR. 2.

Les projets de loi émanant du Gouvernement sont présentés aux Chambres en double texte.

Les propositions émanant de l'initiative des membres des Chambres sont faites, soit en double texte, soit dans la langue choisie par leurs auteurs.

Dans ce dernier cas, le Bureau les fait traduire avant leur mise en délibération.

Le vote des amendements produits au cours de la discussion peut avoir lieu sur un texte unique. S'ils sont admis, le Bureau fait traduire, avant le second vote, les articles ainsi amendés.

Si, lors du second vote, des modifications sont apportées aux articles adoptés au premier vote, les Chambres peuvent décider que le vote définitif sera ajourné à une séance ultérieure.

Dans tous les cas, il est procédé par un vote unique sur un texte complet formulé dans les deux langues.

Les Chambres arrêtent par voie réglementaire les mesures qu'elles jugent utiles pour assurer, chacune en ce qui la concerne, l'exécution de la présente loi.

Votre Commission, Messieurs, ne s'est pas renfermée strictement dans la mission qui lui a été dévolue par le Sénat. Elle a passé en revue les autres articles de notre règlement : il y a là certaines lacunes à combler et quelques textes à modifier.

La plupart des dispositions proposées peuvent se passer de commentaires ; nous les retrouvons presque toutes, du reste, dans le règlement de l'autre assemblée ; aussi, suffira-t-il de les signaler à votre attention en les imprimant en caractères italiques en regard du texte actuel de l'article qu'elles concernent.

Nous croyons devoir vous faire remarquer :

A. — Que notre règlement est muet sur l'éventualité d'une absence des présidents ou des secrétaires.

Il ne semble pas que les événements aient souvent démontré le manque de prévoyance en ce point, des auteurs de notre règlement : ceux-ci ont compté à bon droit sur l'assiduité des membres du bureau. Néanmoins pour parer à toute éventualité, votre commission vous propose de dire que :

« A défaut du président et des vice-présidents, le doyen d'âge préside le Sénat ou ses députations. A défaut de secrétaires, les membres les plus jeunes les remplacent. »

B. — L'article 32^{bis} nouveau, qui a pour objet de régler la procédure pour les *interpellations* à adresser au Gouvernement, ne fait que confirmer un usage généralement suivi.

Le Rapporteur,
VAN VRECKEM.

Le Vice-Président,
DUPONT.

PROPOSITION DE LA COMMISSION.

TEXTE DU RÈGLEMENT.

ART. 28.

Si une question est complexe, la division est de droit, lorsqu'elle est demandée.

Les amendements sont mis aux voix avant la proposition primitive, et les sous-amendements avant les amendements.

ART. 31.

Lorsqu'une question est mise aux voix par appel nominal, tout sénateur est tenu de voter ou, s'il s'abstient, de faire connaître les motifs de son abstention.

Le vote doit être pur et simple ; il s'exprime par oui ou non.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

ART. 10^{bis} (nouveau).

A défaut du président et des vice-présidents, le doyen d'âge préside le Sénat ou ses députations. A défaut de secrétaires, les membres les plus jeunes les remplacent.

ART. 10^{ter} (nouveau).

A défaut de secrétaires connaissant le flamand, le président désigne un membre de l'assemblée pour donner communication au Sénat des documents rédigés en flamand.

ART. 28.

(Comme ci-contre.)

Lorsque plusieurs propositions portent sur un même point, celles qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres ont la priorité ; entre les propositions dont le vote des unes exclut la mise aux voix des autres, la priorité est attribuée à celles qui ont le plus d'étendue.

ART. 31.

(Comme ci-contre.)

Après l'appel nominal, le président invite les membres qui n'auraient point voté à prendre part au vote.

Le compte des votes est arrêté par le président et les secrétaires.

ART. 32^{bis} (nouveau).

Le membre qui se propose d'interpeller le Gouvernement fait connaître au président l'objet de son interpellation par une déclaration écrite.

Le président donne lecture de ce document et, après avoir entendu le Ministre compétent, le Sénat fixe le jour où l'interpellation aura lieu, à moins qu'il n'y soit répondu séance tenante.

CHAPITRE IV.

DES PROPOSITIONS.

ART. 35.

Les propositions de loi adressées au Sénat par le Roi ou par la Chambre des représentants sont imprimées, distribuées et envoyées à l'examen d'une commission ou de plusieurs commissions réunies, sauf le cas où le Sénat décrète l'urgence et la discussion immédiate.

Le président, lorsque le Sénat ne sera pas réuni, désignera les commissions auxquelles les propositions de loi seront envoyées.

Les présidents de ces commissions en seront informés par le greffier, auquel ils feront connaître l'heure à laquelle les commissions devront être convoquées le jour de la première réunion du Sénat.

ART. 36.

Chaque sénateur a le droit de faire des propositions.

ART. 35.

Les propositions de loi adressées au Sénat par le Roi ou par la Chambre des représentants sont imprimées *en français et en flamand*, distribuées et envoyées à l'examen d'une commission ou de plusieurs commissions réunies, sauf le cas où le Sénat décrète l'urgence et la discussion immédiate.

(Comme ci-contre.)

Les présidents de ces commissions en seront informés par le *secrétaire général*(1), auquel ils feront connaître l'heure à laquelle les commissions devront être convoquées le jour de la première réunion du Sénat.

ART. 36.

(Comme ci-contre.)

Aucune proposition ni aucun amendement ne peut être signé par plus de six membres.

(1) La désignation de « greffier » doit être remplacée par celle de « secrétaire général » dans tous les articles où il en est fait mention.

ART. 37.

Le sénateur qui veut faire une proposition la rédige sous la forme d'un projet de loi, sauf les cas où l'objet n'est pas susceptible de cette forme ; il la signe et la dépose sur le bureau. Il en est donné lecture par un des secrétaires.

Si deux membres appuient la proposition, son auteur est admis à la développer au jour que le Sénat indique.

ART. 38.

La proposition doit être appuyée par quatre membres au moins pour que la discussion puisse s'ouvrir sur la question de savoir si le Sénat la prend en considération ; dans l'affirmative, la proposition est renvoyée à l'examen d'une commission ou de plusieurs commissions réunies, à moins que l'assemblée n'en prononce l'ajournement ou la discussion immédiate.

La proposition n'est imprimée et distribuée que si le Sénat l'ordonne.

ART. 42.

Chaque sénateur peut présenter et développer des amendements, sous-amendements ou articles additionnels.

Il doit les rédiger par écrit, les signer et les déposer sur le bureau.

Aucun amendement, sous-amendement ou article additionnel ne peut être mis en discussion qu'après avoir été appuyé par deux membres.

ART. 37.

Le sénateur qui veut faire une proposition de loi, la signe et la dépose sur le bureau. Il en est donné lecture et le bureau la fait traduire avant sa mise en délibération.

(Comme ci-contre.)

ART. 38.

(Comme ci-contre.)

(Supprimé.)

ART. 42.

(Comme ci-contre.)

(Id.)

Les amendements, sous-amendements ou articles additionnels ne peuvent être mis en discussion qu'après avoir été appuyés par deux membres.

S'ils sont déposés avant le jour de leur mise en discussion, ils seront traduits et distribués en double texte.

S'ils sont produits au cours de la discussion, ils peuvent être soumis au vote en texte unique. En cas d'adoption, les articles ainsi amendés seront traduits par les soins du bureau avant le second vote.

ART. 44.

Lorsque des amendements auront été adoptés ou des articles d'une proposition rejetés, le vote sur l'ensemble aura lieu dans une autre séance que celle où il a été voté sur les derniers articles proposés.

Cette séance ne pourra, dans aucun cas, avoir lieu avant le jour suivant.

Dans la dernière séance, seront soumis à une nouvelle discussion et à un vote définitif les amendements adoptés, ainsi que les articles du projet primitif rejetés.

Il en sera de même des nouveaux amendements qui seraient motivés sur cette adoption ou ce rejet.

Tous autres amendements sont interdits dans cette dernière séance.

ART. 51.

Les rapports des commissions contiennent, outre l'analyse des délibérations, des conclusions motivées.

Ils sont déposés sur le bureau, imprimés et distribués la veille de la discussion générale, à moins que le Sénat n'en décide autrement.

Le Sénat peut en ordonner la lecture en séance publique.

ART. 62.

Pour chaque session, deux sénateurs remplissent les fonctions de questeurs.

ART. 44.

(Comme ci-contre.)

Dans cette séance, qui ne pourra, en aucun cas, avoir lieu avant le jour suivant, seront soumis à une nouvelle discussion et à un vote définitif les amendements adoptés, ainsi que les articles du projet primitif rejetés. Cependant si au second vote de nouveaux amendements, motivés sur cette adoption ou ce rejet sont adoptés, l'assemblée peut décider que le vote définitif sera ajourné à une séance ultérieure.

(Comme ci-contre.)

Dans tous les cas, il est procédé par un vote unique sur un texte complet formulé dans les deux langues.

ART. 51.

(Comme ci-contre.)

(Id.)

(Id.)

Les rapports et autres documents présentés en un seul texte ne seront traduits que sur l'ordre exprès du Sénat.

ART. 62.

Deux sénateurs remplissent les fonctions de questeurs.

ART. 63.

Ils sont nommés au scrutin secret, par bulletins de liste et à la majorité absolue, conformément aux règles établies par l'article 6.

ART. 64.

Les questeurs sont chargés des mesures relatives au matériel, au cérémonial, aux dépenses et au service du Sénat. Tous les employés sont placés sous leur haute direction et surveillance.

CHAPITRE IX.

DU GREFFIER.

ART. 67.

Un greffier est nommé par le Sénat.

Les règles établies pour la formation du bureau sont applicables à cette nomination.

Le greffier est toujours révocable.

ART. 68.

Le greffier est placé près du bureau dans le local des séances. Il est chargé, sous la direction des secrétaires, de la rédaction du procès-verbal des séances, du classement, de la conservation des archives et de toutes les pièces appartenant au Sénat, ainsi que de la bibliothèque.

ART. 69.

Il surveille l'impression et l'exacte distribution des pièces, ainsi que l'expédition des billets de convocation, et fait généralement tout le travail qui est du ressort du bureau.

ART. 63.

Ils sont nommés *pour le terme de deux ans*, par bulletins de liste et à la majorité absolue, conformément aux règles établies par l'article 6.

ART. 64.

Les questeurs sont chargés des mesures relatives au matériel, au cérémonial, aux dépenses et au service du Sénat. Tous les *fonctionnaires et les employés* sont placés sous leur haute direction et surveillance.

CHAPITRE IX.

DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

ART. 67.

Le secrétaire général est nommé par le Sénat; *il remplit les fonctions de greffier et a la direction de tous les services du Sénat.*

(Comme ci-contre.)

Ce fonctionnaire est toujours révocable.

ART. 68.

Le secrétaire général est placé près du bureau dans le local des séances. Il est chargé, sous la direction des secrétaires, de la rédaction du procès-verbal des séances.

Il veille à la conservation de la bibliothèque, des archives et de toutes les pièces appartenant au Sénat.

ART. 69.

Il surveille l'impression et l'exacte distribution des pièces, ainsi que l'expédition des billets de convocation, et *a sous sa direction* tout le travail qui est du ressort du bureau.

ART. 71.

Le greffier tient la comptabilité et les écritures de la questure ; il règle l'ordre du service et surveille les employés.

ART. 73.

En cas de maladie ou d'empêchement du greffier, un des secrétaires en remplit les fonctions.

ART. 78.

Les commis, sténographes, expéditionnaires, huissiers et généralement tous les employés nécessaires au service du Sénat sont nommés et révoqués par le président, les secrétaires et les questeurs, qui fixent leur traitement.

ART. 81.

Nul ne présente au Sénat des pétitions en personne ou de vive voix.

Sauf les sténographes, les rédacteurs du *Compte rendu analytique* et les huissiers attachés au service de l'assemblée, nul ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siègent les sénateurs.

ART. 71.

Le *secrétaire général* a le contrôle de la comptabilité et des écritures de la questure ; il règle l'ordre du service et surveille le personnel.

ART. 73.

En cas de maladie ou d'empêchement du *secrétaire général*, le *greffier adjoint* en remplit les fonctions.

ART. 78.

Les *fonctionnaires* et généralement tous les employés nécessaires au service du Sénat sont nommés et révoqués par le président, les secrétaires et les questeurs, qui fixent leur traitement.

ART. 81.

(Comme ci-contre.)

Nul ne peut s'introduire dans l'enceinte où siègent les sénateurs, à l'exception du personnel attaché aux différents services de l'assemblée.